

Education :

Des réformes pour qui ?

Université unique, modification du statut des enseignant-e-s, suppressions de postes dans le secondaire (250 en Alsace), les fermetures de certaines classes et d'options, rapports multiples (Hetzl) sur l'enseignement professionnel, l'université... Que se passe-t-il dans l'éducation ?

Les professeurs du secondaire ne seront plus, dès la rentrée, profs d'une discipline, mais de 2 ou 3, sans avoir naturellement la formation nécessaire. Cette bivalence permettra de leur imposer un enseignement où ils ne sont pas spécialistes, ce qui aura des conséquences sur la qualité de l'enseignement...

Les options (langues...) se concentrent de plus en plus dans certains établissements de certains quartiers. Une éducation à 2 vitesses se met en place: selon le quartier dans lequel on est scolarisé, selon que le prof sera ou non spécialiste de sa discipline.

La même logique se poursuit à l'université, avec le projet d'université unique à Strasbourg (comme dans 6 autres villes). C'est la suite des réformes, qui, depuis 2001, visent à accroître l'autonomie des universités, pour créer des pôles d'excellence. Cette vision élitiste de l'enseignement supérieur va aboutir au financement privé (par les entreprises) des universités, et à l'augmentation illimitée des frais d'inscription, selon les filières. Une nouvelle fois, les classes populaires seront de plus en plus exclues d'une éducation de qualité.

Ces projets correspondent à une vision d'ensemble de l'éducation, qui passe par différentes formes de privatisation et de libéralisation. On parle depuis quelques semaines, dans les ministères, d'une privatisation de la maternelle (puisqu'elle n'est pas obligatoire).



Si l'éducation publique se dégrade, c'est pour favoriser le privé, qui devient donc un secteur rentable de l'économie. Pour nos gouvernements, l'école publique ne devrait fournir qu'un minimum de savoirs et de culture, juste pour former les jeunes à leur rôle de future main d'œuvre. L'enseignement de qualité devant être réservée à une élite, qui pour cela, aura accès à l'enseignement privé (Acadomia en complément du public ou formations privées) ou à quelques pôles d'excellence fermés.

C'est à nous tous et tout-e-s de refuser cette logique de ségrégation sociale qui décide de nos formations pour le bénéfice du patronat !